

émissions de télévision réservées en part égale aux partis en lice étaient traditionnellement clôturées par la chanson-thème ou le slogan du parti présent ce soir-là. Les libéraux disposaient notamment d'un bref vidéo où l'on voyait le premier ministre en poste, Robert Bourassa, distingué, sérieux, mais pensif et qui s'éloignait en marchant. Le Parti québécois présentait la séquence suivante: les figures importantes du parti entouraient René Lévesque, face au public, comme autour d'une préfiguration du Conseil des ministres. (On y reconnaissait notamment Lise Payette très présente et aimée des téléspectateurs). L'image se terminait — positive et encourageante — par le slogan, chanté en voix off: «À partir d'aujourd'hui, demain nous appartient...»

Ceci ne prétend pas illustrer une quelconque supériorité promotionnelle de l'une ou l'autre campagne, mais témoigne bien d'un certain état d'esprit qui était alors porteur, globalement, d'un regain d'espoir. Ce sentiment jouera nettement en faveur du Parti québécois.

9. Un autre parti fédéral avait recruté des membres au Québec, surtout en Abitibi-Témiscamingue et dans la Beauce: le Parti créditiste. Ce parti eut son heure de gloire avec Réal Caouette, mais son refus d'un certain progrès et son programme économique utopique ne résistèrent pas à l'éveil de la conscience collective au Québec.

10. Le conservateur Brian Mulroney, tout à fait bilingue, est issu d'une famille anglophone de la Côte-Nord. Avant lui, plusieurs premiers ministres du Canada, libéraux cette fois, étaient sortis du Québec, mais du Québec francophone: sir Wilfrid Laurier (1896-1911), Louis Saint-Laurent (1948-1957), Pierre Elliott Trudeau (1968-1984, sauf un court intermède conservateur en 1979).

11. Le concept reste cependant confus; on n'y précisait pas la question de la langue, par exemple.

Bibliographie

- BERGERON, Gérard, *Notre miroir à deux faces*, Montréal, Québec/Amérique, 1985.
BERNARD, André, *La politique au Canada*

et au Québec, Sillery, PUQ, 1976.

DION, Léon, *Québec et le Canada*, Montréal, Éd. Québécoises, 1980.

JOHNSON, Daniel, *Égalité ou indépendance*, Montréal, Éd. Renaissance, 1965.

LEMIEUX, Vincent, *Personnel et partis politiques au Québec*, Montréal, Boréal Express, 1982.

LÉVESQUE, René, *La passion du Québec*, Montréal, Québec/Amérique, 1978.

LÉVESQUE, René, *Attendez que je me rappelle*, Montréal, Québec/Amérique, 1986.

McDONOUGH, John Thomas, traduit et adapté par Paul Hébert, Pierre Morency, *Charbonneau et le chef*, (théâtre), Montréal, Leméac, 1974.

MURRAY, Vera, *Le Parti québécois, de la fondation à la prise de pouvoir*, Hurtubise HMH, 1976.

PELLETIER, Réjean, *Partis politiques et société québécoise de Duplessis à Bourassa, 1940-1970*, Montréal, Québec/Amérique, 1989.

SAINT-AUBIN, Bernard, *Duplessis et son époque*, Montréal, Éd. La Presse, 1979.

THOMSON, Dale C., *Jean Lesage et la Révolution tranquille*, Saint-Laurent, Éd. du Trécaré, 1984.

«Politique aujourd'hui», *Québec de l'indépendance au socialisme*, n°s 7-8, Paris, 1978.

Filmographie

Films

Les champions, Donald Brittain, ONF et Radio-Canada, coul., 1978, 4 x 30 min (sur Trudeau et Lévesque).

Le confort et l'indifférence, Denys Arcand, ONF, coul., 1981, 109 min.

Les Johnson, John Kramer, ONF, coul., 1980, 59 min.

Québec, Duplessis et après, Denys Arcand, ONF, n. b., 1972, 115 min.

Vidéocassette

René Lévesque: Je me souviens. Extraits des discours de René Lévesque, Télé-Métropole, Montréal, novembre 1987.

5

Le mouvement des idées



Les idées qui orientent la pensée d'une société évoluent avec le temps et avec les conditions de vie qui lui sont imposées ou qu'elle choisit de se donner. La société québécoise a connu une histoire suffisamment mouvementée pour que divers courants de pensée l'aient agitée en s'opposant parfois. Elle fonctionne selon un système idéologique — ou système de références — qu'elle s'est donné peu à peu à la lumière de ses expériences. Cet ensemble d'idées, implicitement reconnu par l'ensemble, influence à son tour les individus.

EN NOUVELLE-FRANCE

La métropole transmet à sa colonie le système de références selon lequel elle opère. Toutefois en Nouvelle-France, il aura une orientation tout à fait particulière du fait que le groupe de colons ne vit précisément pas dans les conditions dans lesquelles il vivrait en France sous cette même monarchie.

Cette monarchie est absolue, de droit divin, certes, mais l'État que le roi incarne aura prééminence sur l'Église. La France, fille aînée de l'Église, a développé une certaine indépendance vis-à-vis du Saint-Siège. Au XVII^e siècle, l'Église de France est relativement soumise aux intérêts de l'État (gallicanisme). Ces mêmes intérêts demandent aussi que la colonie rapporte des revenus substantiels. Cependant, le monarque est loin de la Nouvelle-France. Son représentant dans la colonie, en raison de l'espace et des possibilités de l'époque, paraît également loin à beaucoup de colons: ce qui développe chez l'habitant un individualisme certain. Il est d'autant plus facile dans ce vaste

territoire de contourner les lois que le gouverneur et l'intendant n'ont ni le temps ni les effectifs nécessaires pour les faire respecter. De plus, le système social est simple, les devoirs légers et la bureaucratie inexistante.

Le peuple ne participe pas aux décisions politiques qui orientent sa vie. Il a plutôt tendance à contester l'autorité comme il est dit dans la chanson:

«Bonhomme, Bonhomme
Tu n'es pas maître en ta maison
Quand nous y sommes»

D'une manière générale, on garde ses distances vis-à-vis de l'Église et de ses représentants, tout en étant ravi d'utiliser ses services sociaux — enseignement, santé — qu'elle prodigue surtout en ville. Habitants et marchands rechignent à payer la dîme, qui doit être réduite à plusieurs reprises.

Parallèlement à cet esprit d'indépendance des habitants, la classe bourgeoise des marchands va peu à peu s'organiser pour faire des représentations aux autorités dans l'intérêt du commerce.

À la fin du Régime français, la différence de perception entre la métropole qui envoyait administrateurs et soldats et la colonie crée un véritable malaise chez les Canadiens, qui se sentent de moins en moins compris et aidés. C'est sans doute aussi ce qui explique la décision de Louis XV au traité de Paris. Ses conseillers ne voyaient vraiment pas la colonie canadienne avec la même détermination que ceux qui la construisaient sur place.

Page précédente: «Un vieux de 37», dessin de Henri Julien (dans *Album*, 1936). Cette silhouette a été reprise par le FLQ au moment des événements d'octobre 1970.

photo: Archives de folklore, Université Laval (collection Jean Simard).

APRÈS LA CONQUÊTE

Le premier objectif d'un peuple qui sort de guerre est d'assurer sa survivance dans les meilleures conditions possibles. Étant donné le désir de conciliation de la part des conquérants qui semble s'affirmer d'une constitution à l'autre, le peu d'élite qui reste, une poignée de seigneurs et quelques marchands, des religieux et des prêtres, obtient le maintien d'institutions comme le droit civil, la tenure seigneuriale ou le libre exercice de la religion. C'est ainsi que l'Église aura à cœur de garder ses privilèges, en retour d'une indéfectible loyauté à la couronne britannique. S'y ajoute chez les clercs¹ la crainte cachée des révolutions. Celle de France n'a pas bonne presse et celle des États-Unis se passe trop près pour qu'on n'en tienne pas compte.

Le clergé se méfie du manque de soumission aux autorités légitimes; les énergies canadiennes se mobilisent pour la défense du territoire dans les attaques des États-Unis pour s'emparer de Montréal en 1775 et 1812.

Cependant, les idées transmises par les révolutions américaine et française trouvent un écho dans les journaux qui pénètrent le milieu intellectuel et petit-bourgeois. Dans nombre de pays, surtout dans les deux Amériques, le début du XIX^e siècle est marqué par l'effervescence des nationalismes. Au Québec, le système politique octroyé par Londres en 1791, permet à la démocratie de s'affirmer dans la légalité et quel qu'un comme Papineau, qui jouera au XIX^e siècle un rôle politique considérable, croit très profondément à l'efficacité de ce processus. Intellectuels et

politiciens sont tenus de préciser leur pensée. Ils recherchent et obtiennent l'appui du peuple notamment en 1810, en 1822, en 1834 et en 1837-38. On assiste en ce début de siècle à une véritable et profonde prise de conscience nationale.

Du point de vue social, la structure de la colonie anglaise se transforme. À l'économie rurale, un peu simpliste et très fragile, basée sur le blé, à la traite des fourrures se superpose une économie en voie de devenir industrielle qui s'appuie sur l'exploitation forestière. Du côté de l'agriculture, il y a, en effet, des problèmes manifestes: le sol s'épuise, les prix chutent, la zone seigneuriale ouverte à la culture ne suffit pas à l'extension naturelle des familles, cela remet en cause la vocation agricole des Canadiens dont conquérants et conquis semblaient s'être accommodés depuis deux générations.

Parallèlement, les élites de la société canadienne se tournent vers les professions ouvertes au peuple conquis: la religion, l'enseignement, le notariat, la médecine. Il y a également quelques entreprises et commerces modestes mais rien d'envergure. Les grands commerçants sont les conquérants. Cette nouvelle petite bourgeoisie reste très près des intérêts du peuple de cultivateurs et va chercher à s'occuper de politique parce que c'est le seul chemin pour imposer ses idées. Il s'agit de faire front devant le mercantilisme anglais qui étrangle la colonie, et devant ceux qui appuient l'autorité britannique: l'Église, quelques seigneurs, et la clique gouvernementale qui défend ses propres intérêts économiques sous le couvert de l'intérêt de l'Empire.

On appelle toujours les conquérants les Anglais et cette appellation, courante jusqu'en 1960, est encore en usage dans bien des paroisses rurales. L'Anglais est celui qui n'est pas d'ici et ne peut donc être Canadien comme celui dont les ancêtres ont choisi ce pays². On fonde un journal, *Le Canadien*, en 1806. À l'Assemblée, les députés francophones sont d'abord du Parti canadien³, qui deviendra ensuite le Parti patriote. Ce parti, dirigé par Louis-Joseph Papineau compte aussi dans ses rangs des Irlandais d'origine (dont on ne s'étonnera pas qu'ils soient anti-britanniques). L'éveil d'une conscience nationale est dynamique. Les revendications sont d'ordre politique: avoir un rôle significatif et responsable en tant qu'Assemblée législative. Elles sont aussi d'ordre économique et social: s'opposer aux vues pan-territoriales des Anglais — il y a déjà en 1822 un projet d'union entre le Haut et le Bas-Canada — et les battre dans leur domaine en n'achetant que canadien et en refusant tout produit d'importation. Sur le plan de la fidélité à une conscience nationale, l'opposition systématique au projet de scolarisation en anglais (Royal Institution for the advancement of learning) est éloquent: le peuple est déterminé à garder sa langue et ses valeurs culturelles envers et contre toute manifestation abusive du pouvoir politique en place.

LOUIS-JOSEPH PAPINEAU ET L'IDÉOLOGIE PATRIOTE

Homme d'une intelligence remarquable — d'où l'expression populaire «C'est pas la tête à Papineau» —, il voit l'état

d'infériorité dans lequel sont maintenus les Canadiens et son engagement intellectuel et politique vise à renverser ce courant; par exemple, le boycottage des produits anglais doit mener au développement de nouvelles productions locales. En outre, Papineau, à partir de 1832, cristallise dans sa personne les aspirations du peuple. C'est en chef de parti (depuis 1826) qu'il combat inlassablement les visées de l'oligarchie anglaise et de l'Empire britannique. Dès 1823, il porte une première pétition à Londres. À partir de 1825, une partie des Canadiens se ligue derrière le chef des Patriotes. Ils ont compris que l'enjeu de la survie passe par le politique et que c'est donc sur ce plan qu'il faut combattre le colonialisme.

Pendant que s'appauvrissent les Canadiens restés ruraux, l'immigration de langue anglaise augmente, menaçant les habitants jusque sur leur propres possessions. Le contrôle du lucratif commerce du bois échappe aux Canadiens comme leur échappe le contrôle des dépenses de la colonie. Pendant deux décennies, la question des subsides, débattue en chambre tous les ans, envenime les relations entre les gouverneurs nommés par Londres et l'Assemblée élue qui, tout compte fait, a peu de pouvoir. En 1834, fort d'un appui populaire massif et bien organisé, le Parti patriote présente les 92 Résolutions à l'Assemblée. La paysannerie et la bourgeoisie s'entendent dans la poursuite des objectifs nationalistes.

Les Patriotes résument dans ce document leurs exigences d'ordre politique, économique et social: ils dénoncent les abus d'une oligarchie capitaliste, remettent en cause un régime qui favorise

un petit nombre de nantis et un grand nombre d'Anglais. Papineau, le Parti patriote et l'Assemblée, que le parti domine, réclament des changements constitutionnels et politiques fondamentaux.

En utilisant le peu de pouvoir qu'ils ont, les députés paralysent le fonctionnement de l'Assemblée, bloquent des résolutions qui amélioreraient l'économie du Haut-Canada parce qu'il leur semble préférable de développer d'abord le Bas-Canada. Les tensions entre la métropole et la colonie ne font que s'accroître: l'administration emprisonne des journalistes, use de violence en période électorale et ne tient aucun compte des revendications des Canadiens. Dans ces conditions, l'exaspération des Canadiens mène à un affrontement inévitable qui deviendra réel au lendemain des décisions de lord Russell.

Dans un premier temps, jusqu'en 1837, les Patriotes réclament un réaménagement de la constitution. Dans un deuxième temps (1838), ils s'inspirent des mouvements d'indépendance de plusieurs colonies du continent américain et radicalisent leur position. La Déclaration d'indépendance de février 1838 est l'application en terre canadienne des principes républicains et l'affirmation d'une rupture nette et totale avec les monarchies européennes.

L'attitude du clergé dans son ensemble était la suite logique de celle qu'il avait montrée depuis la Conquête: soumission envers les conquérants, donc acceptation de leur mode de gouvernement. M^{sr} Lartigue, par un mandement qu'il demande aux curés de lire

«sans commentaires», définit la position cléricale anti-révolutionnaire et résolument monarchique. Ce mandement est un moment historique d'importance. Il stigmatise la scission entre les esprits libéraux et l'Église. Il se trouve au point de départ d'une nouvelle autorité pour l'Église. Cet état de fait marquera le siècle suivant. Certains curés de campagne, davantage près du peuple, seront plus ouverts et certains même participeront à la rébellion. La hiérarchie catholique est tout de même très puissante et décrètera l'excommunication de «ceux qui meurent les armes à la main». Beaucoup plus tard, l'Église canadienne reviendra sur cette attitude.

Papineau, pour sa part, défendait la laïcité. À ce sujet, il s'opposera vivement à son cousin, M^{sr} Lartigue, premier évêque de Montréal. Pour Papineau, un État libéral est issu d'une société laïque, aussi s'insurge-t-il contre la collusion des pouvoirs politique et religieux telle qu'elle s'était développée au lendemain de la Conquête.

Dans le Parti patriote, il représentera cependant plus ou moins le centre, puisqu'il sera débordé sur la gauche par Nelson et Côté qui prôneront la résistance armée — «Le temps est venu de fondre nos plats et nos cuillers d'étain pour en faire des balles» — et qu'il y aura eu auparavant une scission dans le parti avec un autre groupe de députés modérés. Papineau, contrairement à Nelson, ne voulait pas bousculer la structure sociale du moment et tenait à conserver la tenure seigneuriale.

1837. Orateur remarquable, Louis-Joseph Papineau se manifeste dans des

assemblées populaires⁴ mais quitte le Canada dès les premiers affrontements armés dont il n'était pas partisan. Il séjourne d'abord aux États-Unis, puis en France de 1839 à 1845; il reviendra au Canada où il continuera à jouer un rôle important dans l'équipe libérale des «rouges». Son nationalisme, son sens de la démocratie sont des qualités de premier ordre pour un homme politique. Sa vigueur intellectuelle, son anticléricalisme, son opposition viscérale à l'Union comme au projet de fédération en font une des figures dominantes du XIX^e siècle.

APRÈS LA RÉBELLION DES PATRIOTES

L'échec de la rébellion marque une date d'importance dans l'histoire des idées au Québec. Les chefs du Parti patriote se sont réfugiés aux États-Unis, les meneurs ont été exécutés ou exilés en Australie, le peuple est désorienté. M^{sr} Bourget est nommé évêque de Montréal. Il va redonner à l'autorité religieuse un pouvoir que celle-ci avait laissé s'effriter au cours de la génération précédente.

L'économie du Canada-Uni se diversifie avec l'industrialisation naissante: exploitation du bois, transformation des produits de consommation, fabrication de matériel de transport. On construit des voies de communication, routes et voies ferrées, on aménage les voies de navigation pour le Canada-Uni. L'agriculture aussi va vers un autre système de production avec l'ouverture de l'Ouest à la colonisation, mais, déjà, le Québec ne participe que marginalement à cette transformation et

la société rurale agricole se maintient pauvrement sur des terres qui s'épuisent alors même que les familles grandissantes ont des besoins de plus en plus importants.

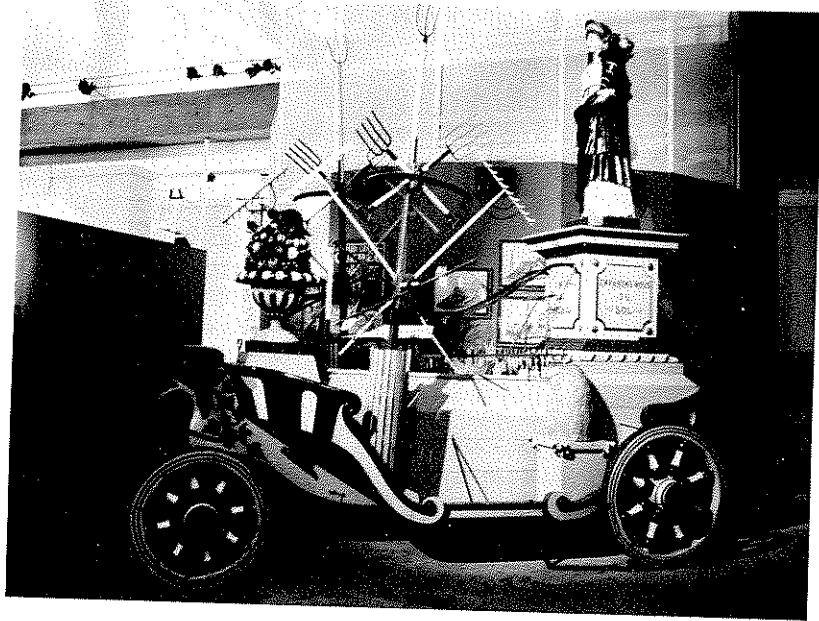
La société canadienne-française (traduction du «French Canadian» utilisé par lord Durham dans son rapport) se tourne après 1840 vers les clercs qui reprennent en mains une autorité qu'ils ont failli perdre. L'Église va devenir, suivant l'expression du chanoine Lionel Groulx, «l'institution la plus musclée du Canada français». Basée sur la religion, la langue, le respect des institutions en place, l'idéologie que prône l'Église devient nettement conservatrice, orientée vers un passé que l'on peut perpétuer dans une survivance traditionnellement catholique, de langue française et de vocation agriculturiste.

L'Église — évêques et curés, chacun à sa place — développe cette idée de la «vocation» agricole du Canadien français telle que définie par M^{sr} Laflèche:

Oui, la prospérité et l'avenir du Canada français se trouvent dans la culture et les pâturages de son riche territoire. Puisse le peuple canadien comprendre cette vérité importante et ne la jamais perdre de vue s'il veut accomplir les grandes destinées que lui réserve sans aucun doute la Providence!

On ouvre de nouvelles paroisses l'une après l'autre, les rangs s'ajoutent aux rangs déjà existants. L'esprit de corps en sera consolidé et jusqu'en 1936, les prêtres appuieront le gouvernement dans ses campagnes de colonisation dont certaines s'avéreront désastreuses.

Il reste encore aujourd'hui au plus profond des Québécois une vieille



Char allégorique sculpté par Louis Jobin pour la fête de la Saint-Jean-Baptiste de 1880, à Québec.

photo: Musée de la civilisation, Québec.

tendresse pour ce côté agriculteur et le contexte qu'il évoque: cela explique une partie du succès de séries télévisées comme *Les belles histoires des Pays d'en Haut* (diffusées du 8 octobre 1956 au 28 août 1973, puis en reprise en 1977-1978 et en 1986), et plus récemment comme *Le temps d'une paix* (de 1978 à 1984) ou *L'héritage* (depuis 1987).

Le repli sur soi prêché par l'Église dans un réflexe d'auto-défense presque instinctif va se doubler du devoir de procréation, condition sine qua non pour éviter la minorisation. Aussi l'Église verra-t-elle d'un très mauvais œil ses ouailles partir pour les usines de la Nouvelle-Angleterre où pourtant surgiront des «petits-Canadas» ou des «petits-Québecs», copies conformes des paroisses d'origines.

En fait, la vocation agricole est subordonnée à la religion qui va prendre la première place dans la vie d'une majorité de Canadiens français. Le vieux rêve collectif de l'Amérique catholique et française alimente les prônes et occupe les pensées⁵. On paie dîme et capitation sans renâcler comme autrefois, on construit des églises un peu sur le même modèle d'austérité à l'extérieur, mais dont l'intérieur recèle des trésors. L'Église inspire et commande beaucoup d'œuvres d'art.

En même temps, l'Église va se substituer à l'État dont elle préfère endosser certaines des responsabilités

sociales par crainte d'assimilation (c'était là l'idée maîtresse du rapport Durham). Les clercs désormais vont s'occuper, presque exclusivement, de l'enseignement, des services sociaux comme les hôpitaux, les crèches et les orphelinats, les loisirs, etc. La deuxième moitié du siècle voit d'autre part se constituer une classe ouvrière faite de Québécois et d'Irlandais (usines, chantiers, etc.), eux aussi en marge de l'«establishment» anglo-protestant. Au tournant du siècle, le mouvement ouvrier qui en naîtra sera même tenté par l'action politique. Le Parti ouvrier ne dépassera cependant guère les limites de Montréal.

La fin du siècle voit également l'émergence d'une grande bourgeoisie canadienne-française dont les idées se rapprochent de celles de la bourgeoisie anglophone, responsables toutes deux de l'expansion économique dont elles bénéficient l'une et l'autre. Ces élites défendent évidemment les idées capitalistes, progrès industriel, individualisme et entreprise privée. Peu à peu, les sphères d'influence de l'élite bourgeoise et du clergé se circonscrivent: la bourgeoisie d'affaires s'accommodera assez bien de laisser un certain nombre de responsabilités à l'Église qui, en retour, renoncera à son rêve de théocratie rurale.

Les journaux deviennent le lieu où les courants d'idées se précisent: *La Presse* reflète davantage les préoccupations sociales, tandis que de très nombreux imprimés religieux et laïcs soutiennent le courant conservateur (*La Vérité*).

Cependant, l'esprit de contestation qui représentait le Parti patriote n'a pas

disparu avec l'écrasement de la rébellion. Au contraire, dans le milieu intellectuel et chez certains politiciens se développe une pensée radicale qui, s'exprimant sur le plan politique («Les rouges»), réclame entre autres la laïcisation de l'éducation et s'oppose avec énergie à l'autorité de l'Église. Eux aussi affirmeront leurs idées par le biais d'une certaine presse. Malgré la présence de rédacteurs français installés ici, le socialisme à l'europpéenne reste marginal au Québec: le paysage idéologique sera jusqu'au XX^e siècle dominé par les ultramontains et les libéraux.

L'ULTRAMONTANISME

L'ultramontanisme est la doctrine religieuse qui reconnaît l'autorité absolue du pape et la primauté de l'Église romaine sur les Églises nationales. Les ultramontains sont en réaction contre le gallicanisme, qui, au XVII^e siècle, prônait une certaine indépendance de l'Église et de l'État français à l'égard du Saint-Siège. Le pape — de l'autre côté des montagnes pour les Français — est géographiquement plus loin pour les Canadiens français. Cela ne les empêchera pas de lever un contingent de zouaves pontificaux pour aller défendre le pouvoir temporel de la papauté contre l'armée de Garibaldi (1868).

Dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, l'Église du Québec valorise les institutions catholiques qu'elle renforce. Elle étendra son autorité dans de multiples domaines, y compris la politique. Les libéraux se montrant anticléricaux, le clergé appuie plus volon-

tiers le Parti conservateur: «Rouge, c'est l'enfer; Bleu, c'est le paradis».

L'autorité vient de Dieu. La meilleure forme de gouvernement est la monarchie tempérée (l'Église et la Famille en sont des exemples; la plus imparfaite est la démocratie). Le libéralisme commet l'erreur fondamentale de vouloir édifier une société sur d'autres principes que les principes religieux. Les électeurs n'exercent pas seulement un droit; ils remplissent un devoir, dont ils sont responsables devant Dieu. Le prêtre a donc le droit de les guider. C'est une erreur condamnée par la raison, par l'histoire et par la révélation, de dire que la politique est un terrain où la religion n'a pas le droit de mettre le pied, et où l'Église n'a rien à voir.

M^r Lafleche, 1866.

La pensée ultramontaine est animée d'un nationalisme que l'on peut qualifier de culturel et de messianique:

La nation est constituée par l'unité de langue, l'unité de foi, l'uniformité de mœurs, de coutumes et d'institutions. Les Canadiens français possèdent tout cela, et constituent bien une nation. Chaque nation a reçu de la Providence une mission à remplir. La mission du peuple canadien-français est de constituer un foyer de catholicisme dans le Nouveau-Monde.

M^r Lafleche, 1866

L'idéologie ultramontaine s'appuie sur la structure sociale traditionnelle — le groupe plutôt que l'individu — la famille se rassemble sous l'autorité du Pater familias pour recevoir la bénédiction du jour de l'An ou pour dire le chapelet vespéral⁶. La paroisse regroupe les familles. Comme c'est l'Église qui s'occupe des registres, le certificat de Baptême est un document officiel et, jusqu'à récemment, c'était le seul moyen de prouver son existence.

Les clercs ont la haute main sur l'enseignement, aussi formera-t-on surtout d'autres enseignants, des médecins et

des juristes, puisque le droit civil est spécifique aux Canadiens français. À l'exception du Séminaire de Québec⁷, le milieu de l'éducation ne favorise guère les vocations commerciales ou scientifiques: pour les ultramontains, le pouvoir temporel est soumis au pouvoir spirituel. La philosophie de saint Thomas est la seule enseignée.

La pensée ultramontaine est très conservatrice⁸, peu ouverte aux revendications d'ordre social, par exemple. Au Québec, la situation juridique et matérielle de l'Église se renforce en cette fin de XIX^e siècle; le second évêque de Montréal, M^r Bourget, aura, de ce point de vue, un rôle de premier plan. Les publications catholiques sont truffées de conseils très clairs, de dessins suffisamment évocateurs pour que l'univers mental et l'imaginaire des Canadiens français soient occupés par le bon côté des choses.

Un tel désir de mainmise sur les esprits n'allait pas sans rencontrer de résistances. La deuxième moitié du siècle voit naître et se multiplier une quantité de journaux, de revues dont une partie réagit avec vigueur. Du côté des groupes sociaux, d'une part, les anglo-protestants ne se soumettent pas à ce contrôle du clergé catholique, qu'ils jugent abusif, et ils ont une force politique et économique qui leur facilite la tâche; d'autre part, du côté des francophones, le noyau dur de ceux qui résistent est d'abord politique: l'opposition du libéralisme empêchera les ultramontains de réaliser cette théocratie dont ils rêvaient pour la société québécoise.

LE LIBÉRALISME

La pensée libérale existe depuis la fin du XVIII^e siècle au Québec; elle est d'abord l'apanage d'une classe sociale, la bourgeoisie, qui affirmera ses prérogatives avec de plus en plus d'assurance au cours du XIX^e siècle. Chez les anglophones, elle paraît d'abord orientée vers des réalisations économiques; elle s'accompagne aussi de principes que les francophones exprimeront d'abord de façon politique en utilisant toutes les ressources que la démocratie met à leur disposition (mouvements et partis politiques, députations, assemblées populaires). Les hommes politiques et quelques membres des professions libérales s'alarment au lendemain du rapport Durham devant le diagnostic de son auteur: «Un peuple ignare, apathique et rétrograde», c'est possible; «un peuple sans histoire et sans littérature»... c'est moins sûr; des historiens comme François-Xavier Garneau ou Benjamin Sulte se lèvent pour prouver le contraire. L'échec de la rébellion de 1837-1838, l'imposition par Londres de l'Acte d'Union, la montée de la pensée ultramontaine vont, pendant deux décennies, renforcer chez certains politiciens des prises de position qu'ils vont radicaliser. Les rouges représentent cette tendance; ils défendent les principes démocratiques (suffrage universel, abolition de la tenue seigneuriale, etc.). Dans le même ordre d'idées, ils sont opposés à l'Union qui ne soutient pas les intérêts des Canadiens français; ils demandent aussi la séparation de l'Église et de l'État.

Au milieu du XIX^e siècle, une fraction de la petite bourgeoisie a tenté de définir la

société canadienne-française et la position du Canada français face au Canada anglais. Elle l'a fait en invitant les Canadiens français à se libérer de la domination des conservateurs et du clergé et à chercher pour le Canada français d'autres voies d'avenir national que l'acceptation de l'Union de 1840 et de la Confédération de 1867. Voilà le rougisme.

Jean-Paul Bernard, *Les Rouges*

Le Parti rouge est constitué d'éléments très actifs sur plusieurs plans: Papineau, A.A. Dorion, plus tard W. Laurier. Intellectuels, ils s'expriment de façon claire, dans *L'Avenir* et *Le Pays*. Le radicalisme, l'anticléricalisme des rouges leur aliène une grande majorité des Canadiens français. Cela entraînera l'éclosion d'une nouvelle génération de libéraux modérés, Louis-Hippolyte LaFontaine en tête, qui exerceront une certaine influence dans le gouvernement responsable octroyé par la Grande-Bretagne.

L'Institut canadien

Les rouges insistaient sur l'importance de l'éducation et en réclamaient la laïcisation. C'est pour donner à la jeunesse un lieu de documentation et d'échanges que l'on fonde l'Institut canadien (1844) qui ne relève pas de l'autorité cléricale. On y trouve des salles de conférence et de lecture et une bonne bibliothèque. L'Institut canadien va bientôt devenir le lieu où les libéraux vont continuer à défendre un idéal de démocratie, de liberté, de droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, dans la ligne de l'idéologie des Patriotes.

Mais M^r Bourget veille; il réussit à réduire considérablement l'influence de cette école de pensée en obligeant les catholiques à respecter les règles de

l'Index. Le libéralisme subit alors une cuisante défaite: la pensée ultramontaine l'emporte. Par voie de conséquence, dans une telle ambiance de soumission, il n'y aura pas de créateurs littéraires qui ne soient «du bon bord». On publiera très peu de romans et, en poésie, on connaîtra une «École littéraire et patriotique de Québec» tournée vers le culte du passé et l'imitation de la production littéraire française des années précédentes. Seuls quelques journalistes comme Arthur Buies, Louis-Antoine Dessaulles, ceux de *L'Avenir* ou du *Pays*, persistent à avoir une pensée originale et nettement démarquée de celle des clercs.

Au moment de la Confédération, l'aile radicale des libéraux était considérablement affaiblie, mais un libéralisme modéré continue d'exprimer des valeurs comme l'individualisme et la primauté de la propriété privée. Au tournant du siècle, c'est la presse d'affaires qui expose la vision de société qui découle du libéralisme (Fernande Roy). Au XX^e siècle, les idées libérales s'affirmeront en s'appuyant sur le développement économique. Le Parti libéral prenant le pouvoir sera à même de concrétiser ces aspirations.

DES NATIONALISMES À L'IDÉE D'INDÉPENDANCE

Dès le XIX^e siècle, les Canadiens se perçoivent et sont perçus comme une nation dont la définition n'est pas sans varier au cours des temps. Or c'est autour du sens précis que l'on donne au mot nation que se bâtit le nationalisme, doctrine qui n'aura pas le même sens suivant les individus et les générations.

On peut voir les premières manifestations de l'idée d'indépendance dans les événements de 1837-1838: il faudrait remonter précisément à la Déclaration d'indépendance de Robert Nelson. Mais on se souvient que ce deuxième sursaut de révolte fut un échec cuisant pour les esprits républicains qu'étaient Papineau et Nelson. La Confédération donne à la nation canadienne-française un territoire dont les hommes politiques vont avoir à cœur de défendre l'autonomie face à l'ensemble fédéral. Honoré Mercier sera un de ceux-ci. Mais il saura — et d'autres après lui — dépasser à les stricts intérêts politiques de sa province pour rappeler à ses concitoyens que le Canada français dépasse les limites du Québec.

Le nationalisme canadien, Henri Bourassa et Le Devoir

Anti-impérialiste, Henri Bourassa, député au parlement fédéral, s'oppose à la Grande-Bretagne, mais pas au Canada: «Nous, Canadiens français, nous n'appartenons qu'à un pays [...] La patrie, pour nous, c'est le Canada tout entier». Henri Bourassa fonde *Le Devoir* dans cet esprit. Respectueux de la dualité canadienne, il préconise un développement équilibré des deux cultures fondatrices. Somme toute, son nationalisme est d'abord d'ordre culturel et politique: défendre la langue et la culture française en Amérique et les droits des minorités au-delà des frontières du Québec.

Henri Bourassa⁹ était très proche du nationalisme clérical qui avait peu à peu remplacé l'idéologie ultramontaine.



Henri Bourassa, 1868-1952, fondateur du quotidien *Le Devoir*.

photo: Bibliothèque nationale du Québec.

Il se préoccupait peu d'économie puisqu'il avait pour principe que les biens matériels doivent être subordonnés aux biens spirituels.

Journaliste d'envergure, il s'oppose à Wilfrid Laurier avec énergie. Orateur brillant, il prononce un discours célèbre à l'église Notre-Dame de Montréal, défendant du même souffle la foi catholique et la langue française. C'était un homme d'idéal, à qui l'on doit un journal sérieux qui est encore publié et lu aujourd'hui par l'élite du pays.

Le nationalisme économique

L'émergence de la bourgeoisie d'affaires francophone à la fin du XIX^e siècle avait mis l'accent sur l'ouverture au libéralisme économique dont les États-Unis tout proches donnaient l'exemple.

Au tournant du siècle, Errol Bouchette, à son tour, a la certitude qu'au Québec cette économie peut et doit se faire en français. *L'indépendance économique du Canada français* date de 1906; soixante ans plus tard, Bernard Landry, candidat du Parti québécois aux élections de 1970, redira que l'indépendance culturelle passe par l'indépendance économique.

Les idées nouvelles étaient lancées; intellectuels et universitaires réfléchissaient sur la société dont ils étaient issus et pour laquelle ils pressentaient des changements sans toujours en imaginer l'ampleur. Le grand mérite de ce nationalisme a été non pas de s'opposer à l'agriculture et à la colonisation idéalisée par les clercs mais de montrer quels pouvaient être les avantages de l'industrialisation pour la nation canadienne-française. À la suite de Bouchette, Esdras Mainville et Édouard Montpetit insistent sur le développement économique des sociétés; c'est là, pour ce dernier, le secret du progrès social qu'il espère pour le Québec. Lui aussi, influencé par les universités américaines, rêve de voir au Québec comme aux États-Unis «partout, des écoles, des collèges, des universités, des bibliothèques, des musées».

Lionel Groulx

Les solitaires du début du siècle alimentent la réflexion de gens qui éprouvent maintenant le besoin de se regrouper. On avait déjà commencé à se rassembler dans de grands congrès qui facilitaient la prise de conscience collective. Commence alors la grande période des revues qui vont se succé-

der, ou exister en parallèle, et qui témoignent de la vigueur intellectuelle de la société en ce deuxième quart du XX^e siècle. Les titres de ces revues sont éloquentes: *L'Action française*, *L'Action nationale*, *Vivre*, *La Relève*, pour ne citer que les plus connues.

Au tournant du siècle, H. Bourassa avait défendu un type de nationalisme canadien dont les anglophones du Canada n'ont que faire apparemment (d'ailleurs les droits des minorités francophones diminuent pendant cette période). Conscients de l'échec des idées de Bourassa en ce domaine, un nouveau nationalisme se précise après la Première Guerre mondiale: c'est un nationalisme centré sur le Québec. La revue *L'Action française* met l'accent aussi bien sur les questions de culture et de langue que sur les problèmes d'économie.

Pendant les décennies vingt et trente, un prêtre remarquable sera la pierre d'angle d'un changement de mentalité. L'abbé Lionel Groulx, historien, est très près de certaines idées qui ne sont pas éteintes. *Notre maître le passé*, *La naissance d'une race* sont des titres qui parlent d'eux-mêmes. Sa vivacité d'esprit, son dynamisme, sa conviction qu'il existe une «nation canadienne-française» catholique, si spécifique qu'il lui faudrait un État bien à elle où se développer à l'abri des tentations des autres «races», le font rêver d'un État qui s'appellerait «la Laurentie».

L'œuvre du chanoine Groulx, marquée au coin de la générosité et d'une intelligence articulée, influencera toute une génération de penseurs. Le noyau de sa doctrine est la religion catholique mais il veut qu'il en émerge un projet:

l'élite doit guider le peuple; il insistera sur la formation de celle-ci.

De tradition ultramontaine¹⁰, le chanoine Groulx insiste sur l'autonomie provinciale; il fait faire un grand pas au nationalisme en le greffant directement



L'abbé Lionel Groulx, 1878-1967, à son bureau en 1925; il sera élu directeur de *L'Action française* en 1925.

photo: Centre de recherche Lionel-Groulx.

sur le territoire du Québec et sur des valeurs spécifiquement québécoises. C'est un homme de droite qui se sert du passé pour laisser entrevoir un avenir; le culte des héros peut être utile à l'un comme à l'autre. Son apport principal au mouvement des idées du XX^e siècle «a été de hausser dans la conscience collective la province de Québec à un statut de grandeur nationale» (Denis Monière).

Duplessis et l'anti-duplessisme

Le premier ministre Maurice Duplessis continue sur le plan politique ce que d'autres ont fait depuis un demi-siècle, avec plus ou moins d'énergie et plus ou moins de bonheur. Il s'affirme contre le pouvoir centralisateur du fédéral contre le pan-canadianisme, surtout économique, mais laisse aux capitaux privés le soin de développer l'industrie du Québec. Il continue à privilégier l'agriculture comme élément fondamental de la société québécoise au mépris de la réalité d'une société devenue depuis longtemps industrielle et urbaine. Socialement, il s'oppose à ce que la classe ouvrière qui se développe énormément ait une possibilité de dialogue avec les capitalistes qui les emploient. C'est un conservateur pour qui le respect de l'ordre fait les bons citoyens.

Refus global — 1948

Un groupe d'artistes — peintres, poètes, dramaturges — regroupés autour de Paul-Émile Borduas publie un manifeste qui s'oppose avec virulence à l'ordre établi et aux idées qui ont dominé le Québec depuis un siècle. Cette date marque pour une petite minorité de Québécois le passage du désir de changement à l'acte. La volonté de liberté, d'expression originale dans la création montre à l'évidence combien les artistes ont le sentiment précis de ce qui arrive à la société qui les produit. «Au Refus global, nous opposons la responsabilité entière. Un nouvel espoir collectif naîtra» dans un

souci d'indépendance culturelle, en opposition à l'hégémonie du pouvoir duplessiste et de sa collusion avec l'Église. Après ce beau moment d'action collective, le groupe perd de sa cohésion. P.-É. Borduas connaîtra l'amertume d'un exil tout autant intérieur qu'imposé par les circonstances.

Cité libre — 1950-1966

L'équipe de la revue *Cité libre* paraît moins radicale et plus organisée que celle du *Refus global* qui ne résistera d'ailleurs pas à la répression d'un régime que les intellectuels qualifient de «grande noirceur». La revue, contrairement au manifeste, affirme sa soumission à l'Église, mais réclame aussi le droit à la liberté individuelle. La revue insiste sur le respect de la personne humaine et donc sur une politique démocratique fondée sur une pensée économique et sociale qui n'est pas sans rappeler les idées qui animaient au même moment en France la revue *Esprit*. Au Québec, *Cité libre* rejette un cléricisme vétuste et prône l'idée que la justice et la prospérité peuvent exister dans une société industrialisée et urbanisée.

Sur le plan politique, «les citélibristes» sont fondamentalement fédéralistes et veulent que le Québec joue le rôle qui lui revient dans la Confédération. On ne s'étonnera donc pas de retrouver plus tard au gouvernement fédéral trois de ses animateurs, les «trois colombes», Trudeau, Marchand, Pelletier. Ils installeront à Ottawa un «French Power» à la fin des années soixante, qu'on peut voir comme un contrepoids à la Révolution tranquille.

Outre ces futurs hommes politiques, on retrouvait dans *Cité libre* d'autres signatures connues: celle de René Lévesque, celle de penseurs lucides comme Fernand Dumont ou Pierre Vadeboncoeur.

André Laurendeau et le néo-nationalisme

C'est sans doute le contrecoup du bouleversement que causa la guerre de 1939-1945 qui amena les plus sensibles des Québécois à «sentir le monde trembler sous leurs pieds» suivant l'expression de Georges Vincenthier. André Laurendeau¹, avec lucidité et calme, entretenait les lecteurs de l'*Action nationale*, puis du *Devoir*, comme Ernest Gagnon ou François Hertel. Caractérisés par une formation et une culture littéraires, par un esprit d'ouverture qui savait s'enrichir d'échanges avec un certain intelligentsia européenne, ces artistes du verbe alertaient



André Laurendeau, au cours d'une assemblée du Bloc Populaire au marché Jean-Talon, à Montréal, le 12 juillet 1944.

photo: Centre de recherche Lionel-Groulx.

par la puissance des mots la collectivité dont ils voulaient, chacun à leur manière, faire une société moderne, plus consciente de ses possibilités.

Ce courant néo-nationaliste, né autour des économistes et historiens de l'Université de Montréal et de l'École des hautes études commerciales est l'aboutissement d'une tendance datant de l'Action libérale nationale des années trente. Ses manifestations politiques s'incarnent dans la formation du Bloc populaire. C'est une affirmation claire de l'identité nationale du peuple canadien-français, mais le rejet du traditionalisme qui avait marqué le nationalisme précédent. Le Parti libéral reprendra à son compte la plupart des idées et bénéficiera d'un renouveau idéologique qui lui vaudra une popularité nouvelle.

Les sciences sociales à l'Université Laval

Dans les années cinquante, un dominicain, le père Georges-Henri Lévesque, doyen-fondateur de la faculté des Sciences sociales de l'Université Laval, se révèle un éveillé d'esprits hors pair. Il croyait en l'université comme instrument de transformation de la société. Il le prouva en formant dans la vieille capitale avec beaucoup de rigueur intellectuelle une pépinière de penseurs: Guy Rocher, Fernand Dumont, Jean-Charles Falardeau, Gérard Bergeron, Doris Lussier, Jean Marchand, Gérard Dion, Arthur Tremblay, pour n'en nommer que quelques-uns. Le père Lévesque sera d'ailleurs contraint de prendre ses distances; le gouvernement obtiendra

de l'Église qu'on l'éloigne pour un temps, à Rome d'abord, puis en Afrique où on le chargera de mettre en place les structures de la nouvelle université du Rwanda.

La conjoncture de décolonisation en Afrique n'est pas étrangère non plus à ce nouveau sentiment d'insatisfaction, à ce nouveau questionnement concernant l'identité canadienne-française. C'est une période d'intenses échanges d'informations facilités par la prolifération de moyens médiatiques, surtout audio-visuels.

Liberté — 1959

Pendant qu'à Québec naissait une nouvelle école de pensée, on fondait à Montréal la revue *Liberté*. Des écrivains, essayistes, romanciers et poètes en tête réclameront, dix ans après *Refus global*, une liberté surtout culturelle; une nouvelle notion se fait jour: cette collectivité québécoise doit s'exprimer dans sa langue avec fierté. Cette sécurité culturelle permettra à la société du Québec d'accéder à la sécurité économique puis politique. À une vision d'un monde canadien-français, imposée aux Québécois depuis plus d'un siècle, va succéder l'idée que le pays est ainsi mal nommé. Bien plus, il ne l'est pas encore. Ce sont les poètes et les chansonniers qui, les premiers², le chantent sur tous les tons et sur tous les toits.

Je suis d'un pays qui est comme une tache sous le pôle, comme un fait divers, comme un film sans images. (...) Sache au moins qu'un jour, j'ai voulu donner un nom à mon pays, pour le meilleur ou pour le pire; que j'ai voulu me reconnaître en lui, non par faux jeux de miroirs, mais par exigeante volonté.

Jean-Guy Pilon, 1961

C'est ainsi que le Québec naît au monde, prenant ses assises dans la conscience aiguë que ce sont les Québécois qui feront leur pays à partir de ce qu'ils seront eux-mêmes. Cette analyse du dedans sera faite par chacun ou presque, à des degrés divers.

La Révolution tranquille

Le grand changement qui s'opère dans les années soixante consiste surtout en une généralisation des idées que prônaient autrefois des solitaires ou, plus récemment, de petits groupes d'intellectuels. Les idées circulent plus librement dans une société autrefois homogène qui se diversifie. On remplace les structures traditionnelles qui se désintègrent par un nouveau système de valeurs. L'arrivée des libéraux au pouvoir avec Jean Lesage concrétise cette soif de renouveau et la traduit en gestes politiques, sociaux et culturels concrets. Mais les origines de ce changement³, véritable Révolution en raison de la rapidité de la transformation, remontent plus loin qu'à la mort du chef de l'Union nationale.

L'après-guerre avait favorisé un nouveau fédéralisme et justifié l'intervention de l'État permettant un meilleur équilibre économique et une plus grande justice sociale. Parallèlement au néo-nationalisme, se développe ainsi un néo-libéralisme, conciliant les éléments nationalistes d'une politique québécoise avec une planification économique plus rigoureuse. Pendant quelques années, le Québec suivra très majoritairement cette vision incarnée par l'équipe du tonnerre de Jean Lesage. Son successeur au pouvoir, Daniel

Johnson, prolongera la Révolution tranquille, bien que n'étant pas de la même formation politique que Lesage.

Parti pris — 1963-1968

Le Parti libéral donne un contenu politique et social à ces aspirations encore confuses mais en train de se décanter dans des avalanches de mots écrits, parlés, lus ou chantés. *Parti pris* est un mouvement de gauche qui définit très clairement ses objectifs et sa grille d'analyse dans la revue qui porte ce nom. *Parti pris* sera laïc, marxiste et indépendantiste.

Pour les tenants de ce mouvement, le Québec a été et est toujours colonisé, par les Anglais, par les «Canadiens», par l'élite cléricale et bourgeoise, par les exploiters capitalistes américains; même la littérature française a trop longtemps colonisé les lettres québécoises. C'est bien à une lutte des classes qu'appellent certains théoriciens de *Parti pris*, tandis que d'autres se rallient au mouvement qui réalise au même moment la Révolution tranquille. Il faut faire table rase de presque tout et écrire la langue que le peuple comprend: de 1965 à 1972, des poètes, des romanciers et des dramaturges s'exprimeront en joual.

Ils seront nombreux, les collaborateurs de *Parti pris*: des poètes, des romanciers, à côté d'essayistes que redoute particulièrement la bourgeoisie capitaliste qui continue à se dire canadienne-française. Sans doute ne se reconnaît-elle pas dans ces livres bon marché en format de poche qui touchent les domaines politique, sociologique et littéraire. *Parti pris* suscitera

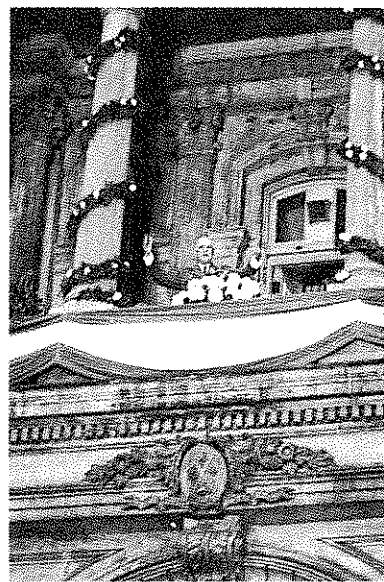
dialogues et polémiques; le mouvement était sans nul doute une étape dans le nécessaire éventail de concepts qui ont aidé le Québec à se faire une idée de ce qu'il est réellement.

Plus tard, d'autres publications contribueront à propager une nouvelle culture (ou même une contre-culture), notamment en milieu étudiant. Ainsi *Mainmise* (écologique, libertaire et un peu «drop out»), *Presqu'Amérique* (nationaliste nouvelle manière), le *Quartier latin* (étudiant et frondeur). Ces titres n'existent plus — ni le quotidien indépendantiste *Le Jour* qui naîtra par la suite — mais témoignent d'une effervescence des idées et des modes de vie dont les ramifications s'étendaient bien au-delà d'une certaine sphère intellectuelle ou politique.

1967: «Vive le Québec libre!»

Le Québec vit dans l'enthousiasme de son Exposition universelle lorsque le général de Gaulle, après avoir remonté le Saint-Laurent, empruntant de Saint-Joachim à Montréal le Chemin du Roy, fait aux Québécois survoltés son fameux discours impromptu du haut du balcon de l'hôtel de ville à Montréal. L'enregistrement sonore des discours du général est révélateur de l'état d'esprit des Québécois en 1967. Les applaudissements éclatent frénétiquement devant l'audace du: «Vive le Québec libre!».

Dans la société québécoise, cette déclaration provoquera un mélange de surprise et d'enthousiasme. De Gaulle apportait sa caution de grand homme d'État à un mouvement populaire. Mais de quoi se mêlait-il tout à coup, étaient



Visite du général de Gaulle en juillet 1967. De Gaulle est au balcon de l'hôtel de ville de Montréal et lance: «Vive le Québec libre».

photo: Service des affaires corporatives, Ville de Montréal.

de quoi se mêlait-il tout à coup, étaient en droit de se demander d'aucuns — tant ici qu'en France où son retour fut accueilli par une certaine froideur. Quoi qu'il en soit, le général avait trop le sens de l'histoire pour ne pas poser un geste symbolique et fort, situant le débat au-delà des chicanes protocolaires de l'«intendance». Le chef de l'État français mettait ainsi, à sa façon, le Québec sur la carte du monde. Au Québec, «le premier ministre Johnson se faisait traiter de crypto-séparatiste, et l'épisode du général ne manquait pas de fouetter l'ardeur du militantisme indépendantiste.» (Pierre O'Neil). Les

vives tensions qui en résultèrent à l'intérieur du Parti libéral du Québec amenaient d'ailleurs François Aquin à quitter les rangs libéraux pour siéger comme indépendant à l'Assemblée nationale.

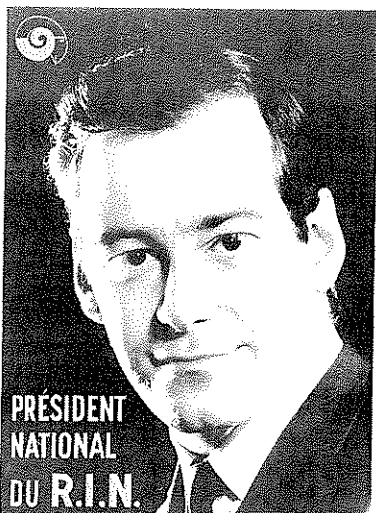
Chronologie de l'idée d'indépendance

- 1837-1838:** Rébellion des Patriotes
- 1838:** Déclaration d'indépendance du Bas-Canada
- 1910:** Henri Bourassa fonde *Le Devoir* (indépendance culturelle et économique)
- 1917:** Motion de Francoeur et Laferté à l'Assemblée Législative de Québec
- 1920-1930:** Chanoine Lionel Groulx
- 1948:** *Refus Global* (indépendance culturelle par la création)
- 1957:** Alliance Laurentienne, Raymond Barbeau
- 1960:** Action Socialiste pour l'Indépendance du Québec (Raoul Roy)
- 1960:** Rassemblement pour l'Indépendance Nationale (Marcel Chaput, André d'Allemagne)
- 1962:** Parti Républicain du Québec (Marcel Chaput)
- 1964:** Ralliement National (René Jutras)
- 1967:** «Vive le Québec libre!»
- 1967:** René Lévesque fonde le Mouvement Souveraineté-Association
- 1968:** MSA+RN+RIN=Parti Québécois
- 1970:** Événements d'Octobre
- 1976:** Arrivée du PQ au pouvoir
- 1980:** Référendum sur l'indépendance; 59% Non, 41% Oui.
- 1990:** Des provinces à majorité anglophone font échouer l'accord de principe, signé en 1987, au lac Meech.

Les mouvements indépendantistes et le FLQ

À partir de 1957, le mouvement vers une action politique se précise avec la formation d'un parti résolument indépendantiste. Le mouvement s'accélère à partir de 1960. Les partis s'engendrent les uns les autres, naissant de divergences internes. Le Parti québécois résultera du regroupement de trois de ces mouvements et partis dont deux avaient d'ailleurs participé aux élections générales précédentes (1966).

Pendant que les libéraux, puis l'Union nationale, donnaient un contenu politique à certaines aspirations de la société québécoise, notamment en



PRÉSIDENT NATIONAL DU R.I.N.
PIERRE BOURGULT

Le président du Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN), Pierre Bourgault.

photo: Bibliothèque nationale du Québec.

matière de culture, d'éducation et d'économie provinciale axée sur les ressources naturelles du Québec, une petite fraction de jeunes gens trouvaient que l'indépendance n'arrivait pas assez vite. Le Front de libération du Québec (FLQ) décide alors de passer aux actes. La violence commence en 1963 et trouve son apogée et son dénouement à la fois en 1970. C'est la technique de la guérilla urbaine qui fait éclater les bombes dans des endroits symboliques de l'oppression du peuple québécois (boîtes aux lettres de Westmount, une des villes anglaises de bon ton et majoritairement anglophone de l'île de Montréal, bourse de Montréal, etc.); on attaque les banques pour trouver de l'argent, on vole des armes dans les dépôts de l'armée canadienne, on écrit des manifestes flamboyants pour expliquer ses idées.

Le FLQ fonctionne en petites cellules, dix personnes environ, qui ignorent tout ou presque des autres cellules et qui n'ont pas toutes la même vision de ce type d'action: des marxistes-léninistes, une tendance maoïste, une autre tendance qui se défend de toute allégeance marxiste. Chez tous, une prise de position socialiste et anti-cléricale très nette. Pierre Vallières et Charles Gagnon sont les théoriciens du FLQ. Leurs analyses ne manquent ni de lucidité ni d'à propos. Quand *Nègres blancs d'Amérique* sort des presses aux éditions Parti pris, le FLQ n'en est déjà plus à son premier geste terroriste.

En octobre 1970, le FLQ enlève deux personnalités: un diplomate britannique et le ministre du travail, Pierre Laporte. La crise d'octobre secoue le Québec: le premier ministre Robert

front de libération du québec

communiqué

Numéro 5

8 octobre 1970. 12 heures (midi): délai: 12 heures:

Le Front de Libération du Québec tient, une dernière fois, à mettre en garde les autorités en place. Si d'ici douze heures (minuit), les autorités en place n'ont pas:

1. Prouvé leur bonne foi en diffusant sur les ondes de Radio-Canada notre manifeste politique tel que stipulé dans le communiqué 4;
2. Ordonné aux forces policières fascistes d'arrêter sur-le-champ leurs fouilles, perquisitions, arrestations ou tortures;

Le Front de Libération du Québec se verra dans l'obligation de supprimer le diplomate J. Cross.

Une fois ces conditions réalisées, le Front de Libération du Québec demande aux autorités en place de préciser concrètement ce qu'elles qualifient de demandes "irraisonnables".

Quant aux garanties que demandent les autorités en place, elles doivent exister selon la bonne foi des deux parties en cause. Nous le répétons, nous ne mettrons pas la vie de J. Cross en jeu, pour une question de "piastres". Nous libérerons le diplomate Cross dans les vingt quatre heures qui suivront la réalisation d'une autre condition avant tout à la libération des prisonniers politiques "consentants".

NOUS VAINCIONS

Front de Libération du Québec

Remarque: Nous rejetons l'idée d'un médiateur. Nous continuerons d'établir nos communications selon nos normes, en évitant les pièges tendus par la police fasciste.

The latest FLQ communique, extending the deadline until midnight last night and rejecting the idea of a mediator

Text of latest FLQ note on Cross

Un communiqué du Front de libération du Québec dont il avait exigé la diffusion par les médias (radio, télévision, journaux). Celui-ci est tiré de *The Gazette*, journal anglophone de Montréal, paru le 9 octobre 1970.

photo: Bibliothèque nationale du Québec.

Bourassa demande l'aide du fédéral qui déclare «la loi des mesures de guerre»¹⁴. La mort de Pierre Laporte stupéfie les Québécois, résolument pacifistes avant tout et agacés par les réactions gouvernementales. Le diplomate britannique est relâché, les felquistes ayant obtenu un sauf-conduit pour Cuba.

Les commissions d'enquête prouvent plus tard, comme les déclarations de certains felquistes, que ce mouvement terroriste était le fait d'un petit groupe, peut-être une trentaine de personnes, et que, d'autre part, la Gendarmerie royale du Canada était loin d'être ignorante des agissements de ces groupuscules. De toute façon, ce type d'action révolutionnaire ne paraissait convenir ni au tempérament ni à la situation relativement confortable des Québécois. Une conséquence inattendue: le FLQ pèsera lourd sur le proche avenir du Parti québécois que ses détracteurs auront tôt fait d'assimiler à des «terroristes assoiffés de sang».

En 1970, le PQ, qui participe pour la première fois aux élections générales prend le relais de l'idée d'indépendance, mais dans une stratégie électorale parfaitement démocratique: il lui faudra six ans de purgatoire avant d'accéder au pouvoir.

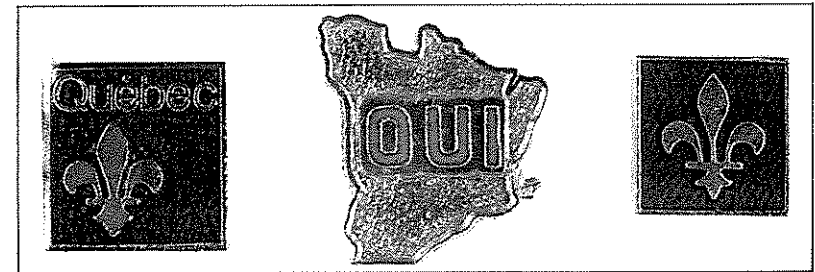
Le référendum — 1980

Fidèle à sa promesse de mettre aux voix la question de la souveraineté, le Parti québécois propose un référendum populaire. Celui-ci est précédé d'un débat à l'Assemblée nationale qui restera dans les annales du Québec comme l'un des grands moments parle-

mentaires. Le débat dure trois semaines et permet à la population, par le biais des retransmissions télévisées, de juger — sur pièces oratoires au moins — les souverainistes et les fédéralistes. Le vent semblait souffler en faveur des souverainistes qui abordaient la question avec calme et logique. En revanche, les députés regroupés sous le parapluie du «non» paraissaient plus sur la défensive et leurs discours n'avaient pas l'allure positive et claire des premiers. Mais c'était au mois de mars. Le référendum était prévu pour le 20 mai: cet éloignement dans le temps sera un des points faibles de la stratégie gouvernementale. Ces deux mois furent utilisés à fond par les tenants du «non» — y compris les députés fédéraux mobilisés pour la circonstance — pour discréditer l'option souverainiste. Tous les dangers du «oui» furent mis de l'avant, alors que grandissait l'inquiétude — ou, dans l'inconscient, une certaine angoisse de la séparation d'avec la mère-patrie symbolique.

L'autre erreur de stratégie du Parti québécois, plus fondamentale, résidait sans doute dans le libellé même de la question posée au référendum. Les tenants de l'étapisme ayant imposé la modération, la question posée¹⁵ pouvait sembler trop édulcorée ou suspecte. Par ailleurs, longue et un peu alambiquée, est-elle apparue assez claire aux citoyens qui ne pouvaient répondre que brièvement par «oui» ou «non»?

Toujours est-il que la société québécoise refusa la souveraineté avec une majorité de 59% pour l'ensemble du Québec. Le vote des francophones était partagé (50% — 50%). Des régions, d'ailleurs voisines, la Côte-Nord et le



Deux épinglettes fleurdelisées et une référendaire.

photo: Françoise Tétu de Labsade.

Saguenay-Lac-Saint-Jean, avaient même une majorité (56%) de oui, mais cela ne suffit pas pour contrebalancer l'ouest de l'île de Montréal (21% de oui) où réside la majorité des anglophones.

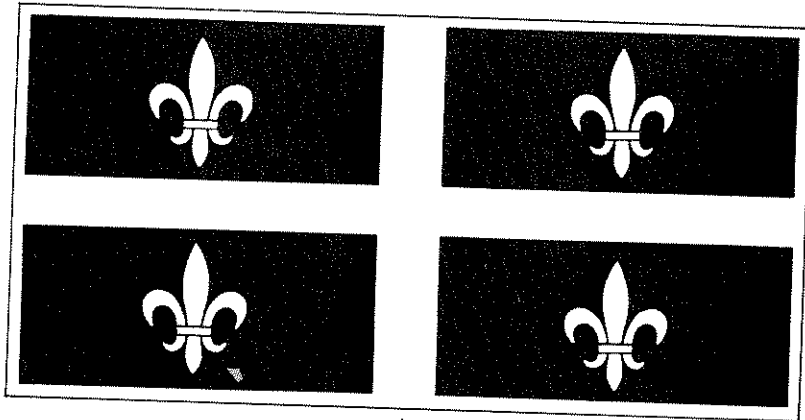
Quelques années plus tard, le Parti québécois réuni en congrès substituera à la thèse souverainiste celle de l'affirmation nationale. Des inconditionnels de la souveraineté préféreront alors partir en nombre. Ils fonderont même le Rassemblement démocratique pour l'indépendance. D'autres créeront à Québec un Parti indépendantiste. La mort, en novembre 1987, de René Lévesque, semble redonner un nouveau souffle à l'option souverainiste du Parti Québécois. Des anciens, comme Jacques Parizeau, reviennent à la vie politique active.

L'idée d'indépendance — ou au moins d'autonomie — existe toujours dans les esprits. Certains la souhaitent, d'autres la redoutent, tous y pensent¹⁶. L'avenir seul dira si cette idée se concrétisera d'une manière ou d'une autre. Quoi qu'il advienne dans la réalité politique future, elle est devenue une com-

posante de la réalité québécoise et canadienne, sous-jacente dans des expressions comme «société distincte» selon l'accord de principe du lac Meech, ou dans celle du «pouvoir élargi» à Québec.

Notes

1. À une France mythique, de tradition catholique et monarchique, s'opposait la France réelle, républicaine et anticléricale.
2. Jusqu'à tout récemment, le terme de «Canadiens» conservait, au Québec, sa portée sémantique première: les premiers habitants de souche européenne du Canada, puis leurs descendants, les Canadiens français. C'est dans cet esprit que le club de hockey, les Habitants, a choisi de s'appeler Les Canadiens. Son sigle d'ailleurs en témoigne aujourd'hui encore: il associe étroitement, dans un même logo, l'initiale des deux mots «canadiens» et «habitants». Que «canadian» puisse être synonyme de «canadiens» est une réalité tout à fait récente dans l'histoire des idées au pays (Rénald Bérubé).
3. En 1810, deux députés du Parti canadien, Bédard et Blanchet sont emprisonnés par le gouverneur Craig, sous prétexte de «pratiques traîtresses». Le peuple canadien montre alors sa détermination en réélisant les députés prisonniers. Craig doit céder devant la pression populaire.
4. Le Parti patriote est le premier parti canadien dont le fonctionnement est rigoureusement démocratique.



Drapeau du Québec, communément appelé le fleurdelisé.

5. C'est ainsi que la Société Saint-Jean-Baptiste, organisation patriotique fondée en 1844, devient «une sorte de bras séculier du nationalisme cléricale» (Réjean Beaudoin).
6. Dans les années soixante, plusieurs postes de radio diffusaient encore chaque soir la récitation du chapelet sur les ondes.
7. Les prêtres du Séminaire font ici preuve de clairvoyance en étant les premiers «vulgarisateurs scientifiques» et en incitant leurs élèves à se diriger du côté des sciences.
8. Chez les ultramontains, il y a les intransigeants, dont l'intolérance est manifeste, et un courant plus modéré (M^r Taschereau) qui s'accommode des nouvelles réalités.
9. H. Bourassa était le petit-fils de Louis-Joseph Papineau; son attitude vis-à-vis de l'Église était bien différente de celle de son grand-père.
10. On qualifie plutôt cette période de «clérico-nationaliste».
11. «Il a plus fait, pour structurer les Canadiens français (instruire, c'est structurer par l'intérieur), que la plupart des politiques.» (Le frère Untel)
12. En 1953, Gaston Miron fonde les éditions de l'Hexagone.
13. Création d'un appareil d'État moderne, processus de prise de décision plus méthodique et plus efficace, amélioration des services publics, meilleur équilibre entre le fédéral et le provincial.
14. Imposée pour la première fois en temps de paix, cette loi suscite un débat qui se poursuit encore sur «la pertinence de cette mesure controversée».
15. «Le Gouvernement du Québec a fait connaître sa proposition d'en arriver, avec le reste du Canada, à une nouvelle entente fondée sur le principe de l'égalité des peuples; cette entente permettrait au Québec d'acquiescer le pouvoir exclusif de faire ses lois, de percevoir ses impôts et d'établir ses relations extérieures ce qui est la souveraineté — et, en même temps, de maintenir avec le Canada une association économique comportant l'utilisation de la même monnaie; aucun changement de statut politique résultant de ces négociations ne sera réalisé sans l'accord de la population lors d'un autre référendum; en conséquence, accordez-vous au Gouvernement du Québec le mandat de négocier l'entente proposée entre le Québec et le Canada?»
16. À cette épineuse question, le célèbre humoriste Yvon Deschamps a déjà répondu dans un monologue, en disant que les Québécois rêvent «d'un Québec indépendant dans un Canada fort»...

Bibliographie

- BÉLANGER, André-J., *Ruptures et constantes. Quatre idéologies du Québec en éclatement: la Relève, la JEC, Cité libre*, Parti pris, Montréal, Hurtubise HMH, 1977.
- BERNARD, Jean-Paul, *Les rouges, libéralisme, nationalisme et anticléricalisme au milieu du XIX^e siècle*, Montréal, PUQ, 1971.
- LINTEAU, Paul-André, DUROCHER, René, ROBERT, Jean-Claude, *Histoire du Québec contemporain. T.1 De la Confédération à la crise*, Montréal, Boréal compact, 1989. T. 2 *Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal compact, 1989.
- MONIÈRE, Denis, *Le développement des idéologies au Québec des origines à nos jours*, Montréal, Québec/Amérique, 1977.
- MORIN, Claude, *Lendemain piégés. Du référendum à la nuit des longs couteaux*, Montréal, Boréal, 1988.
- RIOUX, Marcel, *Un peuple dans le siècle*, Montréal, Boréal, 1990.
- ROBERT, Jean-Claude, *Du Canada français au Québec libre. Histoire d'un mouvement indépendantiste*, Paris, Flammarion, 1975.
- ROY, Fernande, *Progrès, harmonie, liberté. Le libéralisme des milieux d'affaires francophones à Montréal au tournant du siècle*, Montréal, Boréal, 1988.
- SÉGUIN, Maurice, *L'idée d'indépendance au Québec, Genèse et historique*, Montréal, Boréal Express, 1977.
- SLOAN, Thomas, *The Not-so-quiet Revolution*, Toronto, Ryerson Press, 1965. Traduit par Michel Van Schendel, *Une révolution tranquille?*, Montréal, HMH, 1965.

VALLIÈRES, Pierre, *Nègres blancs d'Amérique*, Montréal, Parti pris, 1968.

VINCENHIER, Georges, *Une idéologie québécoise, de Louis-Joseph Papineau à Pierre Vallières*, Montréal, Hurtubise HMH, 1979.

WADE, Mason, *Les Canadiens français de 1760 à nos jours*, tomes I et II Montréal, CLF, 1963.

Collectif, sous la direction de F. Dumont, J.-P. Montminy et J. Hamelin, *Idéologies au Canada français*, Québec, PUL, 1971, 1974, 1978, 1981 (3 tomes).

Liberté, n° 175, février 1988, «Sept Québec».

Filmographie

- Le confort et l'indifférence*, Denys Arcand, ONF, coul., 1981, 109 min.
- La visite du Général de Gaulle au Québec*, Gouvernement du Québec, coul., 1967, 29 min.
- Le 30/60 et Le 60/80*, séries télévisées, Radio-Québec, qui font revivre ces périodes de façon très vivante avec, entre autres, des documents d'archives.
- Les ordres*, Michel Brault, Prisma, coul., 1974, 112 min.

Discographie

- Vive le Québec libre! Extraits des discours du Général de Gaulle au Québec*, Trans-Canada Maximum TCM 917.